



Liban: Hassan Nasrallah, l'indomptable

A Beyrouth, le Vietnam d'Israël, la mère de toutes les villes du récit de la résistance arabe

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 10 juillet 2010

[Le blog de René Naba](#) 10 juillet 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#),
[Politique et religion](#)

Dans sa double version: Beyrouth ouest (1982) et Beyrouth sud (2006) (1)

Paris - 10 juillet 2010 - L'homme pèse ses mots et ses propos valent leur pesant d'or, immédiatement décryptés par tous les exégètes de la philologie, de la sémantique et de la linguistique, tant les universitaires que les diplomates, les stratèges que les spécialistes de la guerre psychologique, les arabisants de chic que les orientalistes de toc.

La bulle politico médiatique occidentale risque de s'étrangler de colère rentrée, de même que ses thuriféraires arabes, devant une telle affirmation qui correspond néanmoins à la réalité: Sayyed Hassan Nasrallah (2), chef du Hezbollah, le mouvement paramilitaire chiite libanais, est un homme qui ne se paie pas de mots. Ses actes sont conformes à ses discours et ses discours à ses actes. Le contraire en somme d'un bonimenteur, dont les propos retentissent comme autant des sentences.

Le constat ne relève pas de la fanfaronnade et sa crédibilité ne relève pas de l'effet de propagande. Elle est confirmée dans les faits, attestée par les plus grands journalistes arabophones d'Israël, dont le signataire de ce texte en a recueilli la confiance: «Al Manar», la chaîne du Hezbollah, fondée par Hassan Nasrallah en personne, la chaîne du mouvement chiite libanais bannie de l'espace européen à l'instigation de la France, était, en pleine guerre de destruction israélienne du Liban, en 2006, la chaîne de référence du déroulement des hostilités, au même titre que la chaîne transfrontière arabe «Al Jazira», et non la télévision israélienne.

Dans une zone où la démagogie est un mode de gouvernement, l'homme est sobre sans la moindre théâtralité, en faisant la spectaculaire démonstration un certain dimanche après midi de juillet 2006, ordonnant en plein discours politique, depuis sa tribune télévisuelle, devant des centaines de milliers de téléspectateurs médusés, la destruction d'une vedette israélienne qui narguait les côtes libanaises. L'ordre à peine donné, la balistique hezbollahi atteignait de plein fouet sa cible, repoussant la vedette au delà de l'horizon dans un nuage de fumée noire, signe indiscutable de la blessure de l'ennemi cuirassé, signant par la même dans l'ordre symbolique la défaite israélienne dans ce duel à distance entre ce moine soldat de l'Islam moderne et ses assaillants, les fers de lance de l'hégémonie israélo occidentale sur la sphère arabe.

Dans un pays où l'instrumentalisation du martyrologe relève d'une véritable industrie florissante au point de constituer une rente de situation, l'homme n'a jamais cherché à tirer

avantage de la mort de son fils, Hadi, sur le champ d'honneur dans une opération de harcèlement anti-israélienne au sud Liban. Tué au combat à 18 ans, à Jabal al Rafei, en 1997, dans la zone frontalière libano israélienne. Et non au cours d'un règlement de compte entre factions rivales pour le partage du butin, comme la guerre du Liban en a donné de nombreux exemples particulièrement au sein des forces libanaises, la milice chrétienne libanaise.

Dans une zone gangrenée par une religiosité naïve, ce religieux au langage châtié, au verbe riche, où s'entremêlent expressions religieuses et profanes, le dialectal et le littéraire, est un tribun dont la tonalité du discours ressortit pleinement de la thématique nationaliste arabe la plus exigeante. Une tonalité laïque, qui tranche avec le rigorisme de façade de certains de ses détracteurs. Lointaine réminiscence d'une conviction filiale d'un père membre actif d'un parti laïc, nationaliste et pan syrien, ce chiite libanais et patriote, formé à Najaf, la ville sainte du sud de l'Irak, cité refuge de l'Ayatollah Ruhollah khomeiny, chef de la révolution iranienne, passe pour avoir réussi la synthèse du chiisme arabe et iranien, de l'Islamisme et du nationalisme arabe, du visage occidental du Liban et de son appartenance au monde arabe.

Natif de Bourj Hammoud, dans la banlieue populeuse de Beyrouth, Hassan Nasrallah a vu le jour dans la zone de brassage par excellence des laissés pour compte de la société d'abondance et de la cohorte des peuples sans terre, réfugiés palestiniens, minoritaires kurdes et chiites défavorisés refoulés du sud Liban. Un lieu de naissance, par effet du hasard, formateur, tout comme sa région d'origine. Le futur chef du Hezbollah est en fait originaire d'une zone géographiquement prédestinée au combat: la région du sud Liban dans la zone frontalière libano israélienne, une zone qui est la cible de l'artillerie et de l'aviation israélienne depuis un demi siècle, que les militaires israéliens vouaient à faire office de zone tampon, qui sera, paradoxalement, par la suite le fer de lance du combat anti occidental, le tremplin de Hassan Nasrallah vers la gloire militaire.

Le chef lieu natal de sa famille, Bazouriyeh, il est vrai, est une localité située près de Bint Jbeil, la grande bourgade du sud Liban, qui infligea deux camouflets militaires aux Israéliens, la première fois, en 1982, avec la destruction du PC israélien fixé dans ce lieu, dans le cadre de «l'opération Paix en Galilée», la deuxième fois, un quart de siècle plus tard, en 2006, lors de la mémorable bataille de chars précédant le cessez le feu israélo-libanais qui transforma Bint Jbeil en cimetière des Merkava, se soldant par la destruction d'une trentaine de véhicules blindés israéliens.

L'invasion israélienne du Liban aura d'ailleurs un effet déclencheur de sa prise de conscience politique. A 22 ans, ce chef d'une fratrie de neuf enfants s'engagera cette année là au sein du Hezbollah, à l'époque vague groupuscule sous la férule des Gardiens de la révolution iranienne, dont il en gravira rapidement tous les échelons pour en devenir dix ans plus tard, en 1991, à 31 ans, son secrétaire général après l'assassinat de Abbas Moussaoui par les Israéliens. Une promotion démocratique, d'une ascension au mérite, sans coup de force ni coup d'état, qui le mettra en position d'intégrer le jeu politique libanais, en 1992, en concomitance avec l'arrivée au pouvoir du milliardaire libano saoudien le sunnite Rafic Hariri, l'autre poids lourd de la politique libanaise, induisant une nouvelle équation dans le système politico confessionnel libanais, désormais marqué par la prééminence des deux grandes communautés musulmanes -sunnite et chiite- au détriment des communautés historiques fondatrices du Liban, maronite et druze.

Issu de la communauté la plus méprisée à l'époque du Liban et la plus négligée des

pouvoirs publics, la communauté chiite, dirigée en ces temps là par des féodaux claniques, trafiquants de drogue et alliés privilégiés du Chah d'Iran et de l'Occident, notamment la famille Kazem al Khalil de Tyr, parent par alliance de l'irakien Ahmad Chalabi, l'agent par excellence de l'invasion américaine de l'Irak, Hassan Nasrallah en fera le fer de lance du combat anti israélien, la fierté du pays, sa colonne vertébrale, obtenant le dégagement militaire israélien du Liban sans négociation ni traité de paix, en 2000, propulsant son pays à la fonction de curseur diplomatique régional, et, dans l'histoire du conflit israélo-arabe, le standard libanais au rang de valeur d'exemple, tant cet exploit a revêtu dans la mémoire collective arabe un impact psychologique d'une importance comparable à la destruction de la ligne Bar Lev, lors du franchissement du Canal de Suez, lors de la guerre d'octobre 1973.

Récidiviste huit ans plus tard, il initiera, face à la puissance de feu de son ennemi et à l'hostilité quasi générale des monarchies arabes, une nouvelle méthode de combat, concevant un conflit mobile dans un champ clos, une novation dans la stratégie militaire contemporaine, doublée d'une audacieuse riposte balistique, à la grande consternation des pays occidentaux et de leurs alliés arabes.

- La crise du modèle occidental de guerre limitée de haute technologie.

«Malgré l'engagement de l'équivalent de l'armée de terre et l'armée de l'air françaises, les Israéliens ont échoué à vaincre au Liban quelques milliers d'hommes retranchés dans un rectangle de 45 km sur 25 km, un résultat tactique surprenant, probablement annonciateur d'un phénomène nouveau, la fin une ère de guerres limitées dominées par la haute technologie occidentale. L'armée israélienne découvre alors que ses adversaires se sont parfaitement adaptés face au feu aérien israélien, le Hezbollah a développé une version « basse technologie » de la furtivité, combinant réseaux souterrains, fortifications et - surtout - mélange avec la population. Le Hezbollah, légèrement équipé, maîtrisant parfaitement son arsenal, notamment antichar, a mené un combat décentralisé, à la manière des Finlandais face aux Soviétiques en 1940. Il pratique aussi une guerre totale, tant par l'acceptation des sacrifices que par l'intégration étroite de tous les aspects de la guerre au cœur de la population. En face, l'armée d'Israël s'engage dans une ambiance de « zéro mort », et échoue. Au bilan, Israël a perdu 120 hommes et 6 milliards de dollars, soit presque 10 millions de dollars par ennemi tué, et ce, sans parvenir à vaincre le Parti de Dieu. À ce prix, sans doute eut-il été tactiquement plus efficace de proposer plusieurs centaines de milliers de dollars à chacun des 3 000 combattants professionnels du Hezbollah en échange d'un exil à l'étranger» estimera un stratège français au Centre français de doctrine d'emploi des forces (armée de terre), chargé du retour d'expériences des opérations françaises et étrangères dans la zone Asie/Moyen-Orient (3).

Mais au regard de cet exploit singulier dans l'histoire peu glorieuse du monde arabe contemporain, une levée de bouclier d'une classe politique archaïque, reformatée dans la féodalité moderniste, résultante d'un torrent d'opportunisme fera alors vibrer la fibre communautaire dans une zone en proie à l'intégrisme, dans un pays qui en a si grandement pâti dans le passé, en proie à la désespérance d'une population en voie de paupérisation croissante, en proie à l'amnésie des victimes des anciennes turpitudes, en proie à la mauvaise humeur débridée d'une jeunesse en révolte contre toute forme de tutelle, en proie à l'indigence intellectuelle et morale d'une fraction de l'élite, en proie enfin au nanisme des géants de la politique libanaise coalisés au sein d'une alliance contre nature des anciens «seigneurs de la guerre» et de leur principal bailleur de fonds.

Pariant implicitement sur une défaite du Hezbollah, le trio pro occidental -Saad Hariri, Walid

Joumblatt et leur allié maronite Samir Geagea, l'ancien compagnon de route d'Israël de la guerre civile inter-libanaise- s'est lancé dès la fin des hostilités, au-delà de toute décence, dans le procès de la milice chiite aux cris «Al-Haqiqa» (la vérité), plutôt que de rechercher la condamnation d'Israël pour sa violation du Droit Humanitaire International et sa destruction des infrastructures libanaises. Un cri de guerre curieusement popularisé par la fugace passionaria de la scène libanaise, la ministre maronite Nayla Mouawad, paradoxalement, plus soucieuse de démasquer les assassins de Rafic Hariri que ceux de son propre époux, l'ancien Président René Mouawad, tué dans un attentat le 22 novembre 1990, le jour anniversaire de l'Indépendance libanaise. Affligeant spectacle et infamant.

Nasrallah s'en tirera, faisant preuve de mansuétude à l'égard des supplétifs de l'armée israélienne, enrôlés sous la férule d'un général félon, Antoine Lahad, les exonérant du crime de trahison, leur épargnant le supplice du goudron réservé aux collaborateurs français du régime nazi. Il contournera ce piège démagogique par son alliance avec la hiérarchie militaire chrétienne, les deux anciens commandants en chef de l'armée, soucieux de brider les pulsions mortifères de l'ordre milicien chrétien. Le président Emile Lahoud «un résistant par excellence» aux dires de son allié chiite et le général Michel Aoun, chef de la plus importante formation politique chrétienne, l'assureront d'une couverture diplomatique internationale transconfessionnelle, d'un sas de sécurité à l'effet de briser net un nouveau clivage islamo chrétien, point de basculement vers une nouvelle guerre civile à connotation religieuse.

De l'aveu même des responsables américains, les Etats Unis, depuis 2006, à travers l'USAID et la Middle East Partnership Initiative (MEPI), ont débloqué de plus de 500 millions de dollars, pour neutraliser le Hezbollah, la plus importante formation paramilitaire du tiers monde, arrosant près de sept cents personnalités et institutions libanaises d'une pluie de dollars «pour créer des alternatives à l'extrémisme et réduire l'influence du Hezbollah dans la jeunesse» (4). A cette somme se superpose le financement de la campagne électorale de la coalition gouvernementale aux élections de juin 2009, de l'ordre de 780 millions de dollars, soit un total de 1,2 milliards de dollars en trois ans, à raison de 400 millions de dollars par an. En vain.

Véritable état dans l'état, le principal grief de ses adversaires, son mouvement aura pourtant suppléé pendant trente ans la vacance d'un pouvoir d'état longtemps auparavant vidé de sa substance par l'ordre milicien prédateur et parasite, en tout cas bien avant la naissance du Hezbollah, collaborant étroitement avec les services d'un état en déshérence, initiant une culture du combat et de la résistance dans un pays aux moeurs redoutablement mercantiles.



Principale formation politico-militaire libanaise, dont le démantèlement est réclamé les Etats-Unis, le Hezbollah dispose d'une représentation parlementaire sans commune mesure avec l'importance numérique de la communauté chiite, sans commune mesure avec sa contribution à la libération du territoire national, sans commune mesure avec son prestige régional, sans commune mesure avec l'adhésion populaire dont il jouit sans chercher à en tirer avantage. Tant au niveau de la démocratie numérique que de la démocratie patriotique, la place qu'occupe le Hezbollah est une place de choix. Un positionnement incontournable à l'effet de dissuader quiconque songerait à usurper la place qui n'est pas la sienne. Dans les querelles byzantines dont les Libanais sont tant friands, il était salutaire que cette vérité d'évidence soit rappelée et les mésaventures du tandem Hariri Joumblatt

sont là pour l'attester.

Walid Joumblatt et Saad Hariri feront amende honorable après une succession de revers et reprendront le chemin de Damas, sans trop de fanfaronnade, tandis que Nayla Moawad était battue aux élections législatives et son fils, Michel, l'espoir de la relève maronite au sein des néo conservateurs américains qui finançaient le culte de la mémoire de son père et sa propre carrière politique via le National Endowment for Democracy, était conduit à s'expatrier en Amérique latine pour se refaire une santé financière à défaut d'une rigueur morale

Le premier ministre socialiste français Lionel Jospin, qui avait qualifié de «terroriste» le Hezbollah, en a fait l'expérience à ces dépens, déclenchant le plus célèbre caillassage de l'époque contemporaine, terminant piteusement sa carrière politique, irrémédiablement carbonisé. Jacques Chirac qui avait préconisé des «mesures coercitives» pour brider le Hezbollah se ravisera après l'échec israélien dépêchant une escadrille française pour protéger l'espace aérien libanais lors du défilé célébrant la «divine victoire», craignant que la moindre anicroche atteignant Nasrallah, ne déclenche par représailles l'éradication politique et physique de la famille de son ami Rafic Hariri, assassiné en février 2005, particulièrement de son héritier politique, Saad Hariri, planqué à l'étranger durant les hostilités loin d'une capitale dont il est le député et d'un pays dont il est le chef de sa majorité gouvernementale. La «belle» Condoleeza Rice, secrétaire d'état américain, le plus ferme soutien à l'équipée israélienne, a depuis lors été renvoyée à ses chères études, de même que l'ancien agent du Mossad, la «belle» Tzivi Lipni, sa collègue israélienne; Dan Halloutz, chef de l'aviation israélienne, ordonnateur des raids destructeurs sur Beyrouth, a été démis de ses fonctions, renvoyé à ses pénates pour manigance financière, de même que son premier ministre Ehud Olmert.

Victorieux sans appel d'une épreuve de force contre une coalition pro occidentale agrégeant tous les anciens seigneurs de la guerre du Liban, qui voulaient porter atteinte à l'autonomie de son réseau de transmissions, le nerf de sa guerre contre Israël, le 7 mai 2008, le dignitaire religieux acquiert alors une nouvelle stature, celle d'un prescripteur dans l'ordre régional, initiateur de la rhétorique des représailles et de la parité de la terreur. Son fief du sud de Beyrouth supplante alors Beyrouth Ouest dans la conscience arabe en tant que foyer de la contestation pan arabe, signant définitivement le désengagement du sunnisme militant dans le combat contre Israël, le Hamas palestinien excepté à Gaza.

L'homme qui sera le premier à accorder son soutien à Bachar al Assad, à l'autorité mal assurée à la succession de son père, alors que ses rivaux libanais supputaient les chances de survie politique du jeune président, sera payé en retour par le syrien qui en fera son interlocuteur pivot au Liban. Consécration suprême, Hassan Nasrallah est désormais investi de la mission de servir de caution patriotique aux anciens enfants prodiges de la politique libanaise, tel le chef druze Walid Joumblatt, brebis égarée dans le marécage politique libanais, revenu au bercail sur le chemin de Damas, sous les auspices du Chef du Hezbollah, son garant auprès du pouvoir syrien.

Cette mesure, insolite, révèle néanmoins le degré de fiabilité du personnage, une mesure de précaution qui révèle le degré de suspicion que nourrissent les Syriens et leurs alliés libanais à l'encontre de son lieutenant, M. Marwane Hamadé, ancien ministre des télécommunications, maître d'œuvre du projet de neutralisation du réseau de transmissions du Hezbollah. L'inculpation début juillet 2010 d'un responsable exerçant des fonctions sensibles au sein d'une entreprise stratégique de téléphonie cellulaire pour «intelligence

avec l'ennemi», a donné a posteriori raison au Hezbollah dans sa détermination à préserver son autonomie tant au niveau de son réseau de télécommunications que de ses voies de ravitaillement. Elle a justifié en même temps la méfiance des Syriens à l'égard de l'entourage de Walid Joumblatt tant est patente sa connivence pro occidentale. L'homme, Charbel Qazzi, en poste depuis quatorze ans dans les télécommunications, est accusé par la justice militaire d'avoir connecté le réseau de la téléphonie mobile de sa firme Alpha, au réseau des services israéliens, répercutant l'ensemble du répertoire de ses abonnés et de leurs coordonnées personnelles et professionnelles, y compris bancaires, de même que leur communications à un pays officiellement en guerre au Liban et qui n'a cessé ses incursions militaires contre le Liban.

Alors que le Liban retentit régulièrement de la commémoration des «martyrs» Bachir Gemayel, le chef des milices chrétiennes et président éphémère du Liban, septembre 1982, et Rafic Hariri, le milliardaire libano saoudien, ancien bailleur de fonds de la guerre inter factionnelle libanaise et ancien premier ministre sunnite du Liban, Hassan Nasrallah porte un deuil muet sur son fils, trente ans après sa mort au combat, ne mentionnant jamais cette douleur d'ordre personnel, s'abstenant de toute commémoration, un comportement identique à celui qu'il observe à l'égard d'une autre figure prestigieuse du Hezbollah, Imad Favez Moughnieh «Al Hajj Radwane», le cauchemar de l'Occident, maître d'œuvre des opérations anti occidentales au Moyen orient depuis la décennie 1980, fondateur de l'ossature militaire du Hezbollah et par capillarité militante du mouvement palestinien Hamas à Gaza, artisan du dégagement militaire israélien du sud Liban après 22 ans d'occupation, tué dans un attentat à Damas, le 12 février 2008.

Ni Palace, ni limousine, incorruptible dans un monde ruisselant de pétrodollars, cette figure marquante du monde arabo musulman force le respect de ses interlocuteurs par la retenue de son comportement, son sens de l'humour et une crédibilité à tout crin, sa marque de fabrique, son viatique pour l'éternité. «Al Wahd al Sadeq», la «promesse sincère» sera une promesse tenue. Elle apportera, en 2007, la démonstration la plus éclatante de sa fiabilité en obtenant la libération du doyen des prisonniers arabes en Israël, le druze libanais Samir Kintar, au cours de la plus importante opération d'échange de prisonniers qui aboutit en outre à la restitution de la dépouille de Dalal Moughrabi, une résistante palestinienne tuée au cours d'une opération commando à l'intérieur du territoire israélien.

Ni port, ni aéroport, aucune route ni autoroute, pas la moindre ruelle, ni venelle ne rend hommage à celui qui porte en lui une part du destin du Liban et du monde arabe, un prescripteur essentiel de l'ordre régional. Aucun monument, aucune oeuvre humaine pour immortaliser le passage sur terre de cet homme. Aucune trace, aucune autre trace que celle que l'histoire réservera à cet homme dont le passage réussi des Thermopyles, l'été 2006, au sud Liban sur le champ d'honneur de la résistance, a réanimé le souffle du monde arabe dans la reconquête de sa dignité. Huit cent des siens ont péri cet été là, l'arme à la main, pour que vive le Liban dans son intégrité territoriale et sa souveraineté nationale et que se maintienne vivante la revendication nationale palestinienne à un état indépendant.

Bulleurs occidentaux, ne vous égarez pas trop une fois de plus en de vaines recherches: «L'Islam des Lumières», c'est lui et non la cohorte des gérontocratiques pétro monarchies obscurantistes du Golfe.

Bulleurs occidentaux, ne vous méprenez pas, non plus: «L'Islam moderne», c'est lui et non cette cohorte de dictateurs bureaucratiques à propension dynastique.

Lui, le nouveau chef de file d'un nationalisme arabe revigoré, que vous avez tenté de démanteler depuis un demi siècle, lui ce chiite minoritaire d'un monde arabe majoritairement sunnite, le digne héritier du sunnite Nasser.

Lui, et non ce «bouffon du roi», véritable dindon de la farce de l'affaire afghane, Oussama Ben Laden, célébré par vous toute une décennie en tant que «combattant de la liberté» pour avoir détourné 50.000 combattants et vingt milliards de dollars pour faire le coup de feu contre les Russes en Afghanistan à des milliers de km du principal champ de bataille, la Palestine.

Lui, l'idole des jeunes et des moins jeunes, de Tachkent à Tamanrasset, de Toubrouk à Tombouctou, lui, le théologien de la libération sans successeur prédestiné, lui, Hassan Nasrallah, l'indomptable, l'homme qui n'a jamais pactisé avec ses ennemis, ni avec les ennemis de ses ennemis, lui, dont l'unique point de mire est Israël, dont il n'en détachera ni le regard ni la gâchette pour d'autres de vos mirages incertains, pour d'autres de vos cibles incertaines, pour aucune autre cible, aucun autre objectif que la libération du sol national et la sécurisation de l'espace national arabe.

Pour aller plus loin

Du Grand Moyen Orient au Nouveau Proche-Orient ou le conte d'une folie ordinaire

Par Roger Naba'a, Universitaire et philosophe libanais in « Liban: chroniques d'un pays en sursis» ouvrage co-écrit par Roger Naba'a et René Naba, Editions du Cygne, 2007.

Références

1- Les journalistes français, particulièrement ignorants en la circonstance des réalités locales, s'imaginent que Hassan Nasrallah habite une autre planète que la capitale libanaise, qualifiant son lieu de résidence de «Dahiyeh». «Dahyeh» signifie en fait en arabe «banlieue» par abréviation de «Dahyeh al jounoubiyah», la banlieue sud de Beyrouth, ce qui prouve a contrario que le chef du Hezbollah réside bien dans la banlieue sud de Beyrouth et non dans une agglomération urbaine autre que la capitale libanaise.

2- Sayyed Hassan Nasrallah signifie littéralement en arabe «Belle Victoire de Dieu». Le titre Sayyed qui signifie littéralement en arabe «seigneur» ou «Maître», est un titre honorifique donné à des musulmans de haut rang, descendants du prophète Mahomet par sa fille Fatima Zahrah et son cousin et beau-fils Ali ibn Abi Talib.

Hassan Nasrallah est né le 31 Août 1960 dans le quartier de Bourj-Hammoud (Beyrouth Est). Il est l'aîné d'une famille de neuf enfants qui n'est pas particulièrement religieuse. Son père, Abdel Karim, épicier de son état, est membre du Parti Social Nationaliste syrien. Il débute des études théologiques à l'école publique de Sin el Fil, un quartier où cohabitent chrétiens et musulmans à l'est de Beyrouth, ce qui lui permet de faire la connaissance de chrétiens libanais. En 1975, lorsque la guerre civile éclate au Liban, sa famille est obligée de retourner dans leur village d'origine, Bazourieh, proche de la ville de Tyr (Sud Liban). C'est là que Nasrallah décide de rejoindre le mouvement Amal (« Espoir »), une organisation chiite politique et paramilitaire, présidée alors par l'Imam Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté chiite, mystérieusement disparu en 1978 lors d'un voyage en Libye.

Il étudie la Théologie dans la ville sainte de Nadjaf, en Irak, où il fait la connaissance de celui qui sera son prédécesseur à la tête du Hezbollah, Abbas Moussaoui. La jonction s'est faite, sous l'égide de L'Imam Mohamad Bakr al

Sadr, Fondateur du parti ad-Daawa et parent de l'Iman Moqtada Sadr, le chef de la révolte anti américaine en Irak. L'intensification de la répression du gouvernement de Saddam Hussein à l'encontre des religieux chiites en Irak, de même que la guerre de succession engagée au sein du Amal libanais, consécutive à la disparition de l'Iman Moussa Sadr en Libye, le contraint à rentrer au Liban en 1978 pour intégrer avec son ami Abbas Moussaoui le Hezbollah. Hassan Nasrallah est marié et père de trois enfants, dont l'aîné, Hadi, tué alors qu'il combattait l'armée israélienne au Liban sud à Jabal al-Rafei, en 1997. -Ses deux prédécesseurs ne disposaient ni de son charisme, ni son sens de l'organisation. Le premier cheikh Sobhi Toufayli était davantage perçu comme un chef radical, en méconnaissance des rapports de forces régionaux, le second Abbas Moussaoui a été tué sans disposer du temps pour imprimer sa marque au mouvement.

Le grand ayatollah Mohammad Hussein Fadlallah, mort dimanche 4 juillet 2010, a longtemps été considéré comme le mentor du parti pro-iranien Hezbollah. A l'instar du dirigeant actuel du Hezbollah, Hassan Nasrallah, il était inscrit par les Etats-Unis sur leur liste des « terroristes internationaux » établie en 1995. Il avait été accusé dans les années 1980 par les médias américains d'être à l'origine des prises d'otages d'Américains au Liban par des groupes radicaux liés à l'Iran. En 1985, il a été la cible d'un attentat qui a tué 80 personnes, une opération organisée par la CIA avec trois millions de dollars, venant de fonds pétro monarchiques du Golfe. Son garde de corps de l'époque n'était autre qu'Imad Moughniyeh. Personnalité très influente de l'Islam chiite au Liban, en Asie centrale et dans le Golfe, Fadlallah se servait de ses prêches du vendredi pour dénoncer la politique américaine au Moyen-Orient. Il a émis des fatwas (décrets religieux) interdisant les crimes dits d'honneur ou l'excision. Auteur de plusieurs ouvrages théologiques, il était connu pour son ouverture sur le développement scientifique et son audace dans l'interprétation des textes de l'Islam. Le charismatique dignitaire à la barbe blanche et au visage serein était connu pour ses avis religieux tolérants, notamment vis-à-vis des femmes.

3-«Dix millions de dollars le milicien, La crise du modèle occidental de guerre limitée de haute technologie» par Michel Goya, CF la revue Politique étrangère 1/2007 (Printemps), p. 191-202. Lieutenant-colonel et rédacteur au Centre de doctrine d'emploi des forces (armée de terre), il est chargé du retour d'expériences des opérations françaises et étrangères dans la zone Asie/Moyen-Orient. Il est l'auteur de La Chair et l'Acier (Paris, Tallandier, 2004) qui s'attache au processus d'évolution tactique de l'armée française pendant la Première Guerre mondiale.

4- Déposition de Jeffrey D. Feltman, assistant de la secrétaire d'Etat américaine et responsable du bureau des affaires du Proche-Orient, et de Daniel Benjamin, coordinateur du bureau de lutte contre le terrorisme, devant une commission du Sénat américain le 8 juin 2010. CF à ce propos le journal libanais «As Safir», en date du 29 juin 2010, sous la plume de Nabil Haitam, affirmant qu' «une liste de 700 noms de personnes et d'organisations ayant bénéficié de l'aide américaine circule et que certains ont reçu des sommes comprises entre 100 000 et 2 millions de dollars. Le journaliste s'interroge: «Quelles clauses du code pénal ces groupes ou personnes ont-ils violées ? Est-ce que contacter ou agir avec un Etat étranger, et travailler avec cet Etat en échange d'argent à une campagne visant l'une des composantes de la société libanaise - une campagne qui pourrait avoir déstabilisé la société -, est légal ? » (...) Et Haitam se demande pourquoi Feltman a rendu cette information publique, d'autant qu'elle risque d'embarrasser des alliés des Etats-Unis au Liban. Selon lui, l'ambassade américaine à Beyrouth a rassuré ses alliés en leur affirmant que Feltman voulait simplement montrer au Congrès que les Etats-Unis agissaient au Liban et qu'il n'est pas question qu'ils révèlent des noms». A cette somme de 500 millions de dollars se superpose le financement de la campagne électorale de la coalition pro occidentale. Le quotidien américain New York Times a accusé, de son côté, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis, dans un article

intitulé «élections libanaises: les plus chères au monde», d'ingérence dans le processus électoral des prochaines élections législatives de juin 2009 en révélant que des sources proches du gouvernement saoudien ont admis le financement de candidats opposés au mouvement chiite Hezbollah, le financement du voyage d'expatriés libanais, voire l'achat du vote collectif de communautés entières en faveur de leurs alliés locaux. Selon le New York Times, plusieurs centaines de millions de dollars (700 millions de dollars) auraient été ainsi transférés au Liban non seulement pour participer à la campagne électorale mais également pour corrompre leur vote. Le quotidien ajoute qu'il s'agirait pour l'Arabie Saoudite de limiter l'influence iranienne au Liban et de soutenir ses alliés pour faire pression sur Téhéran. Côté américain, toujours selon le même quotidien, l'International Republican Institute, réputé pour être un lobby proche du parti républicain, aurait ouvert des bureaux à Beyrouth pour aider les dirigeants de la majorité actuelle ainsi que leurs médias affiliés dans la campagne électorale. Ce lobby aurait ainsi ouvert des bureaux auprès des différents partis appartenant à la coalition pro occidentale du 14 mars, dont les forces libanaises de Samir Geagea, le courant du futur du député Saad Hariri, le parti phalangiste d'Amine Gemayel et du député druze Walid Joumblatt (New York Times 24 avril 2009, «élections libanaises : les plus chères au monde»). Deux jours après ses révélations, Hillary Clinton, secrétaire d'état, effectuait une visite surprise à Beyrouth pour fleurir la tombe de Rafic Hariri, l'ancien premier ministre assassiné, et préconisé, sans craindre le ridicule, des élections libres de toute ingérence.....à l'exception sans doute de l'argent saoudien et américain.

5-Le juge du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a ordonné mercredi 29 avril 2009 la remise en liberté immédiate des quatre généraux libanais prosyriens détenus depuis 2005 dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. L'attentat à la bombe avait fait un total de 23 morts le 14 février 2005 à Beyrouth. Les généraux Jamil Sayyed, Ali Hajj, Raymond Azar et Mustafa Hamdan, seuls suspects, étaient détenus le 30 août 2005. Ils n'avaient pas été officiellement inculpés. Le juge Daniel Fransen a suivi les procureurs qui trouvaient le dossier trop léger pour maintenir ces hommes en détention. Des feux d'artifice ont salué l'annonce de leur libération à Beyrouth.

La source originale de cet article est [Le blog de René Naba](#)
Copyright © [René Naba](#), [Le blog de René Naba](#), 2010

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers

ministres (Harmattan), “Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David” (Bachari), “Média et Démocratie, la captation de l’imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l’Institut Scandinave des Droits de l’Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l’Association d’amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l’Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l’Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca